

Emmanuel Macron
President de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris
France

Ref. JWG/cb

Bruxelles, le 25 avril 2023

Monsieur le Président de la République,

Nous, le Comité exécutif de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), vous écrivons pour exprimer notre solidarité indéfectible avec les syndicats Français et leurs mobilisations historiques pour protester contre la réforme des retraites du gouvernement visant à réduire les droits des futurs retraités.

Toute l'Europe contemple et assiste à ces des millions de français, travailleuses et travailleurs, jeunes, d'étudiants et retraités qui manifestent depuis plusieurs mois contre la réforme proposée. Le monde du travail a fait preuve d'une solidarité et d'une mobilisation sans précédent dans toute la France, exigeant le retrait de cette réforme injuste et injustifiée.

L'intersyndicale a fait front commun pour exprimer leurs inquiétudes face à la crise démocratique et sociale provoquée par le refus du gouvernement de répondre aux demandes des travailleurs et par l'utilisation de la procédure du 49.3 pour écarter le processus parlementaire. Le manque de négociation avec les partenaires sociaux et le refus d'envisager des propositions de financement alternatives ont encore exacerbé la crise.

La loi promulguée visant à relever l'âge de la retraite et à allonger les périodes de cotisation aura un impact disproportionné sur les travailleurs qui ne sont pas en mesure de rester sur le marché du travail, en particulier ceux qui exercent des professions pénibles et dangereuses. En outre, cette loi met en cause les régimes de retraite spéciaux qui ont été mis en place au fil des ans pour répondre aux pénibilités particulières auxquelles sont exposés des travailleuses et travailleurs dans leur emploi. Non seulement les conséquences de cette loi ne garantissent pas les droits et les avantages sociaux des travailleurs et des retraités, mais elles privilégient également les restrictions budgétaires au détriment du bien-être de la population. Et enfin, cette loi est particulièrement injuste pour les femmes, celles ayant eu des enfants et une carrière longue sont parmi les grands perdants de la réforme.

Dans tous les pays européens, les syndicats jouent un rôle central dans les négociations afin que la voix des travailleuses et travailleurs soit entendue. Et nous sommes solidaire des efforts de l'intersyndicale française qui a défendu sans relâche les droits et les intérêts des travailleurs. Nous soutenons leur appel au gouvernement pour qu'il retire cette loi et engage un dialogue constructif avec les syndicats, pour trouver des solutions à moyen à long terme sur le besoin

de financement du système de retraite qui ne se font pas exclusivement sur le dos des salariés, des alternatives sont possibles comme la suppression des niches fiscales.

Monsieur le Président, nous vous demandons instamment d'écouter les préoccupations des travailleuses, des travailleurs et de prendre des mesures immédiates pour répondre aux revendications portées par les syndicats français. Il est temps de donner la priorité aux droits sociaux des travailleurs et des retraités et non aux considérations fiscales.

Nous demandons au gouvernement de retirer cette loi qui réforme injustement les retraites et d'engager un véritable dialogue avec l'intersyndicale pour trouver une solution juste et équitable qui respecte les droits et les intérêts de tous les citoyens. Nous connaissons l'importance de la France sur la scène européenne et internationale et les affiliés à l'EPSU sont particulièrement attentifs au rôle que joue la France dans la défense des droits sociaux des travailleuses et travailleurs

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



Jan Willem Goudriaan

Secrétaire Général de la FSESP